



EN MOUVEMENT, CITOYEN-NE-S !

INTRODUCTION	2
LE VIEUX MONDE SE MEURT	3
UNE BIFURCATION ÉCOLOGIQUE	3
THÉORIE DU CHOC DES CIVILISATIONS, POLITIQUES IMPÉRIALISTES VA-T-EN GUERRE	3
L'AUSTÉRITÉ ÉTRANGLE L'EUROPE	5
UNE CASTE A CONFISQUÉ LE POUVOIR EN EUROPE	5
LE MONARQUE HOLLANDE, DANS LES PAS DE SARKOZY ET MERKEL	6
L'IDENTITÉ RÉPUBLICAINE EST MENACÉE	7
LE FRONT NATIONAL, COMPLICE DU SYSTÈME	8
RELEVER LA TÊTE	8
SYRIZA A FAIT CRAQUER LA CHAÎNE	8
SYRIZA, PODEMOS : LE PEUPLE EN MARCHÉ	9
EN FRANCE AUSSI DES ÉNERGIES EXISTENT	9
LA LUTTE DES CLASSES N'A JAMAIS CESSÉ	10
FÉDÉRER LE PEUPLE.....	11
ENGAGER LA BATAILLE CULTURELLE ET IDÉOLOGIQUE	11
UN PROJET GLOBAL : LA RÉPUBLIQUE ÉCOSOCIALISTE	13
L'ÉCOSOCIALISME POUR INVENTER DES JOURS HEUREUX	13
UNE REVENDICATION : LA 6 ^E RÉPUBLIQUE	14
LA RÉVOLUTION CITOYENNE, DÈS MAINTENANT, POUR 2017 !	15
UNE MÉTHODE : LA CONSTITUANTE	15
EN 2017, UN GOUVERNEMENT D'URGENCE NATIONALE	16
PLUS AUCUN SACRIFICE POUR LES TRAITÉS, AUJOURD'HUI LA SOUVERAINETÉ NATIONALE DOIT PRIMER.....	16
UNE FRANCE INDÉPENDANTE AU SERVICE D'UNE GÉOPOLITIQUE INTERNATIONALISTE	18
FÉDÉRER PAR L'IMPLICATION CITOYENNE !	19
POUR UN MOUVEMENT CITOYEN	20
LE PARTI DE GAUCHE, PARTI D' ACTION, PARTI ÉCLAIREUR ET DÉCLENCHÉUR	21
CONCLUSION	22
ANNEXE 1 : GLOSSAIRE	23

Introduction

Prendre le pouvoir pour changer le monde et permettre à toutes et tous de vivre mieux : voilà l'objectif du Parti de Gauche. C'est à la racine que nous voulons changer le système. Nous devons lutter en actes et sur le terrain des idées. La fabrique du consentement a un nom dans nos sociétés : « *Il n'y a pas d'alternative (TINA)* ». Nous sommes persuadés du contraire, à nous de rendre cette conviction majoritaire.

Les conditions de vie sont de plus en plus dures pour la majorité de la population, les défis sont immenses, la résignation et le repli sur soi semblent prendre le dessus. Nous sommes dans un ressac de l'histoire. Mais les ressources populaires existent pour faire autrement. Les points d'appui sont nombreux. Des luttes traversent notre société. Dans les entreprises, les syndicalistes n'ont jamais cessé de combattre le pouvoir du capital. Les combats contre les grands projets inutiles se poursuivent (Notre Dame des Landes, LGV Lyon-Turin...). Contre le TAFTA ou l'exploitation des gaz de schiste se lèvent des oppositions citoyennes. Des mouvements de résistance pour une amélioration de la qualité des services publics apparaissent. C'est tout à la fois une aspiration anticapitaliste et antiproductiviste qui s'exprime.

Dans le capitalisme et sous la 5^e République, l'inégale répartition des richesses est redoublée par l'inégale répartition du pouvoir. Ce dernier est de plus en plus concentré : au travail, dans les mains des actionnaires ; dans la cité, dans celles des oligarques. Ils forment la même classe, un entre-soi de riches privilégiés qui jouissent de l'exploitation des autres. En toutes circonstances, nos intérêts s'opposent radicalement à la classe qui possède tout : notre combat est une lutte des classes. Nous voulons partager, ils accaparent. Nous voulons la démocratie, ils tentent par tous les moyens de l'entraver.

Une alternative est possible dès lors que nous reprenons le rôle de déclencheurs qui a conduit à la formidable campagne de 2012. Sous les mauvais coups de la politique de François Hollande, fragilisés notamment par l'échec des dernières européennes et les stratégies à géométrie variable du Front de Gauche lors des élections municipales, nous avons perdu cet élan. Il est temps de le retrouver.

Il y a quatre ans, Syriza faisait 4% aux élections. En Espagne, en quelques mois, Podemos a surgi sur la scène politique. Il est possible de progresser puis de gagner sur le terrain électoral en portant un programme de radicalité dans l'indépendance complète vis-à-vis du social-libéralisme. Une voie originale est à construire en France, articulant l'indispensable implication citoyenne et le rassemblement des forces politiques autonomes du Gouvernement défendant des valeurs d'écologie, de solidarité et de démocratie. C'est notre objectif dès les prochaines élections régionales. C'est l'objectif que nous nous fixons pour 2017.

Nous qui n'avons ni le pouvoir de l'argent, ni celui des médias, qui n'avons rien d'autre que notre conviction, volonté et sens collectif, nous disposons d'un outil précieux, le Parti de Gauche, et d'un projet ambitieux et réaliste : la République écosocialiste. Nous sommes attachés à des idées et c'est en œuvrant à un mouvement plus large que nous pourrons les amener au pouvoir.

Le vieux monde se meurt

Le capitalisme financier n'est pas une abstraction, il se déploie dans la réalité matérielle et est conduit par des individus déterminés. Il aggrave sa pression sur les rémunérations du travail, la baisse des cotisations sociales et fiscales, il impose des allègements des réglementations sociales et environnementales et se lance dans la recherche de nouveaux champs d'activités par l'extension de la sphère marchande (privatisations, marchandisation du vivant). Sa toute-puissance dans l'entreprise s'étend peu à peu à toutes les sphères de la société, à chaque segment de la vie. Le capitalisme concerne l'habitat, avec ses zones de relégation et ses quartiers pour riches, il transforme des villes et villages en musées à ciel ouvert. Il conditionne l'alimentation, réservant la malbouffe au plus grand nombre. Il rythme et conditionne le temps, celui de l'exploitation instantanée du capital devenant la norme de vie qui s'impose à tous avec le travail de nuit, du dimanche, parcellisé pour nombre de femmes au temps partiel imposé. Il exclut le long terme nécessaire à toute planification et à la prise en compte des défis actuels. Jamais les inégalités n'ont été aussi fortes. Les 85 milliardaires les plus riches du monde possèdent autant que les 50% les plus pauvres de la population mondiale.

Les crises économique, sociale et écologique sont inhérentes au capitalisme. Nous voulons donc renverser l'ordre capitaliste, productiviste et patriarcal qui exploite les hommes et les femmes, détruit l'écosystème humain, dissout les institutions démocratiques partout dans le monde, provoque des guerres et déshumanise les peuples en s'attaquant à leur dignité. Pour lui substituer une nouvelle hiérarchie des valeurs, où la coopération primera sur la compétition, en remettant l'Humain d'abord.

Une bifurcation écologique

La logique de développement du capitalisme impose une croissance sans fin de la production et de la consommation. Le réchauffement climatique se manifeste concrètement. Les efforts pour limiter la hausse des températures à 2°C selon les recommandations du GIEC supposeraient une rupture complète avec les modes de production, de consommation et de transport dominants. Les pollutions de l'air, de l'eau et des sols atteignent désormais un seuil critique qui met en péril la santé et la qualité de vie de la population, à commencer par les plus pauvres. La dissémination des polluants (pesticides, perturbateurs, endocriniens, nanoparticules) devient plus que préoccupante. La prolifération nucléaire civile et militaire, introduit de nouveaux dangers. Non contentes de breveter le vivant, des multinationales jouent dangereusement avec leurs OGM. Le jour de dépassement de la capacité de la planète à renouveler ses ressources avance d'année en année (le 18 août en 2014). La biodiversité et l'équilibre de notre écosystème sont mis en danger. La catastrophe de Fukushima a démontré s'il en était besoin l'impasse de l'énergie nucléaire et l'urgence d'une véritable transition énergétique. La croissance sans fin met l'écosystème humain en danger, elle entraîne toute la population humaine vers le désastre, en touchant d'abord les plus pauvres. L'espoir d'une « croissance verte » est une vision à court terme qui se refuse à remettre en cause notre modèle de développement fondé sur la mondialisation, l'hyperconsumérisme et la marchandisation de tous les échanges, des conditions de vie et de travail de la majorité de la population. Une croissance infinie sur une planète dont nombre de ressources ne sont pas renouvelables est une illusion.

Théorie du choc des civilisations, politiques impérialistes va-t-en guerre

Le monde est entré dans l'ère des « guerres de l'Empire global ». Les enjeux géopolitiques classiques, comme le contrôle des approvisionnements en matières premières, se mêlent à

l'exacerbation de la concurrence économique dans le cadre du capitalisme financiarisé dominé par les États-Unis. Ces derniers se sont lancés dans une nouvelle offensive contre les pays d'Amérique latine (fonds vautours contre l'Argentine, spéculation sur l'approvisionnement alimentaire au Venezuela...).

L'OTAN est une alliance susceptible d'agir partout dans le monde. Les enjeux de pure domination géopolitique et économique ne pouvant pas être seuls mis en avant, la défense de « droits de l'Homme » dépolitisés est convoquée et la situation des femmes instrumentalisée. Ce fut le cas en Irak où l'intervention anglo-américaine de 2003 a provoqué le chaos et en Libye où l'OTAN a outrepassé en 2011 le mandat donné par l'ONU. Selon la théorie du choc des civilisations, hors de « l'Occident », tout est considéré comme « menaces » et « risques terroristes ». Cette théorie habille les conflits géopolitiques en conflits confessionnels.

La guerre coloniale que livre l'État d'Israël en Palestine se poursuit. Exempté de toute sanction concrète qui viendrait de l'application du droit international, l'État d'Israël massacre la population gazaouie, multiplie les colonies en Cisjordanie, aggrave l'apartheid imposé aux arabes israéliens. Cette guerre perpétuelle permet aux Gouvernements israéliens de tenter de rassembler une population subissant une propagande identitaire et sécuritaire.

En Libye, en Irak, en Syrie ou au Yémen, les États-Unis tirent prétexte du chaos qu'ils ont eux-mêmes créé, en armant des terroristes islamistes, avec l'aide de leurs alliés pour justifier les interventions meurtrières pour les populations. Quatre ans après les soulèvements populaires du monde arabe, les peuples restent pris en étau entre les régimes autoritaires et dictatoriaux (comme le régime d'Assad), la progression d'un fanatisme subventionné par les monarchies wahhabites du Golfe, les seigneurs de guerre mafieux.

En Ukraine, plus qu'ailleurs, « *le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* » (Jaurès). L'entêtement étasunien à étendre l'OTAN comme levier de pression contre la Russie au seul profit de sa politique hégémonique militaire, économique et monétaire crée les conditions d'une nouvelle guerre tragique à l'échelle européenne. Nous rejetons toute ingérence et toute logique de guerre contre la Russie, sans pour autant soutenir le régime politique du président Poutine qui n'hésite pas à exacerber un climat autoritaire au service de l'oligarchie russe. 6 000 morts civils déjà, 18 000 blessés, plus d'un million de réfugiés, des ministres néo-nazis au Gouvernement. Les oligarques locaux se taillent de nouvelles fortunes grâce au chaos. En Ukraine aujourd'hui comme en Yougoslavie hier, l'UE pousse à la destruction des États en exacerbant les séparatismes ethniques, conformément à la vision identitaire et régionaliste portée par l'Allemagne. Cette politique a provoqué la destruction de la Yougoslavie et son remplacement par des entités croupionnes comme le régime mafieux de Pristina, soutenu à bout de bras par l'UE.

En Afrique et au Moyen-Orient, la France est devenue un sous-traitant militaire des États-Unis, forts de leurs 800 bases militaires dans le monde et leurs 2,6 millions de soldats. François Hollande est entré par trois fois en guerre, devenant ainsi le président le plus belliciste de la 5^e République. La France poursuit par ailleurs une politique de domination économique sur l'Afrique, au service exclusif d'élites corrompues, tant françaises qu'africaines.

Partout, les guerres viennent renforcer et exacerber les comportements discriminatoires et violents que subissent les femmes en temps de paix. Les violences envers les femmes et les viols se systématisent et deviennent des armes de guerre.

Les guerres de l'OTAN chassent aussi les populations du Moyen-Orient (Libye, Syrie,...) et dans la corne de l'Afrique (Érythrée, Somalie,...), déjà plongées dans la misère par les politiques commerciales agressives de l'UE qui impose le libre-échange à de nombreux pays africains. Conséquence, depuis le début de l'année plus de 1 600 migrants sont morts en Méditerranée, avec pour unique réponse de l'Union européenne le renforcement de FRONTEX.

L'austérité étrangle l'Europe

Des potions d'austérité sont appliquées dans toute l'Europe. Les mêmes recettes éculées conduisent aux mêmes résultats désastreux : la pauvreté et le chômage explosent, les salaires baissent, le droit du travail est détricoté, les services publics (santé, éducation...) sont saccagés, l'activité économique est étouffée, les recettes fiscales diminuent. L'austérité augmente la dette, dans un cercle vicieux qui a conduit en Grèce à plus de dix plans d'austérité. Ces politiques renforcent les inégalités entre hommes et femmes. Celles-ci sont les premières touchées par les coupes budgétaires dans les services publics et par les emplois précaires et le temps partiel (70 % des travailleurs pauvres sont des travailleuses).

Pour imposer ces politiques, la Troïka (Union européenne, Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International) et les institutions européennes ont confisqué la souveraineté des peuples. Au service du capitalisme financier et des multinationales, aux ordres de la bourgeoisie allemande et des oligarchies européennes, elles ont mis l'Europe sous tutelle. La France a laissé petit à petit l'Allemagne imposer son modèle économique puis monétaire marqué par l'obsession pour la stabilité monétaire. Les dirigeants allemands ont dès l'Acte unique et le traité de Maastricht, avec l'appui des néolibéraux de toute l'Europe, annihilé toute idée d'harmonisation sociale. L'hégémonie allemande s'est progressivement bâtie d'une part sur la conquête des marchés ouverts à l'Est après la fin de la guerre froide ; d'autre part en posant comme condition à l'entrée dans l'euro la conformité avec la politique monétaire allemande.

Aujourd'hui, le « modèle allemand » est donné en exemple. Pourtant, les exportations massives qui en constituent le socle n'y sont rendues possibles que par l'exploitation des pays limitrophes et de sa propre classe ouvrière. Il n'est donc ni imitable, ni efficace : le taux de pauvreté atteint en Allemagne un record de 15,5% de la population, inégalé depuis la réunification.

La dette sert en fait de prétexte à la remise en cause des acquis sociaux. Elle permet aux grands propriétaires et aux plus riches de s'approprier de nombreux éléments du patrimoine et du service public (multiplication du mécénat pour les établissements publics, accaparement des ressources naturelles, promotion des partenariats publics-privés...). La dette permet de justifier le gel des salaires, la fin des services publics et des solidarités, pendant que les puissants se gavent à coup de dividendes et de retraites chapeaux et que l'évasion et la fraude fiscales prospèrent impunis.

Une caste a confisqué le pouvoir en Europe

Les institutions européennes sont intrinsèquement anti-démocratiques : la Commission européenne non élue est toute puissante. Elle a désormais la possibilité de mettre sous tutelle les budgets des États qui ne respecteraient pas ses « règles d'or » et peut imposer sa volonté aux parlements élus tout au long de leur procédure budgétaire. Le refus par les peuples de leurs politiques libérales, affirmé dans trois pays en 2005 à travers le rejet par référendum de la ratification du traité constitutionnel européen, qui le rend illégitime, est nié et moqué. Les négociations du TSCG et actuellement du GMT/TAFTA se font dans l'opacité totale, loin d'un

quelconque contrôle démocratique. Le Gouvernement démocratiquement élu par les Grecs se heurte à un dogmatisme arrogant. Jean-Claude Juncker a même pu déclarer qu'il n'y avait « *pas de choix démocratique possible en dehors des traités européens* ».

Le monarque Hollande, dans les pas de Sarkozy et Merkel

François Hollande est le dernier représentant d'une monarchie présidentielle à bout de souffle. Élu en prétendant faire la guerre à la finance, il s'est mis dans les pas des conservateurs allemands. Loin des promesses du Bourget, valet de Merkel, il a avalé le traité européen d'une traite. Il a cédé aux pigeons au lieu d'être à l'offensive pour conforter le monde du travail. Il a multiplié les cadeaux au Medef, augmentant ainsi le nombre de chômeurs et de précaires. Il a passé en force la loi Macron, plus grand recul social des dernières décennies, dont les premières victimes seront les femmes et tous les précaires. Il organise le démantèlement de l'État social et met en œuvre avec son Gouvernement les politiques que la droite avait rêvé de faire mais n'avait pu imposer. Ses pseudo-discours écologiques ne peuvent masquer les régressions environnementales mises en œuvre. C'est la FNSEA qui décide de la politique agricole de la France. Celle-ci accélère l'industrialisation de l'agriculture au détriment des paysans et d'une alimentation de qualité.

Depuis 2012, le Medef a assis son pouvoir à l'Élysée. Réforme des retraites, ANI, CICE, réforme de l'assurance chômage, « Pacte de responsabilité », loi Macron, etc., l'ensemble des politiques mises en œuvre conduisent à l'accroissement du coût et du pouvoir du capital. Le nombre de milliardaires français a augmenté de 20% en 2014 alors qu'il y a déjà 860 000 chômeurs de plus depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir. Le chômage concerne plus de 5 millions de personnes dont 41% de chômeurs de longue durée. Celles et ceux qui demeurent dans l'emploi sont contraint-e-s de tout accepter : travailler plus, dans des conditions toujours plus précaires (travail le dimanche, mobilité imposée, intérim, etc.), pour gagner moins. Les traités européens de libre échange ont permis au patronat d'imposer aux travailleurs les conditions de travail de leur pays d'origine : ces travailleurs détachés, surexploités et pauvres, travaillent sur le territoire national pour des salaires moitié moindres que le salaire minimum et souvent pour des horaires 30% supérieurs. Les embauches en CDI ne sont plus la règle mais l'exception. Dans un pays plus riche que jamais, la pauvreté s'accroît et frappe 9 millions de personnes. La précarité atteint particulièrement les jeunes, les femmes, les personnes en situations de handicap et les plus de 50 ans. Les inégalités progressent de manière spectaculaire. Les 10% les plus riches accaparent 30% de l'ensemble des revenus (et détiennent 60% du capital) alors que les 10% les plus pauvres en perçoivent 7 fois moins.

Obstacle aux objectifs de Bruxelles et du Medef, l'héritage du Conseil National de la Résistance est en passe d'être liquidé. Le Gouvernement Hollande-Valls poursuit la libéralisation et la braderie des services publics de transport, d'énergie et de communication. Les services publics de santé, d'éducation, de culture sont étouffés par des contraintes budgétaires, au prix de la dégradation des services et de la fermeture d'équipements de proximité. En ne s'opposant pas aux délocalisations vers les pays à main d'œuvre surexploitée, il brade usines et savoir-faire de nos ingénieurs, techniciens, ouvriers et il accepte la casse de pans entiers de notre économie et du tissu industriel français (sidérurgie, chantiers navals, automobile et mécanique, défense, raffinage, agroalimentaire...). Des communes et départements entiers sont dévastés par le chômage.

La représentation nationale est bâillonnée notamment par l'utilisation du 49.3 à l'Assemblée Nationale et par une soumission aveugle au président de la République. La monarchie présidentielle de la 5^e République a fait prospérer le pouvoir des technocrates, des banquiers, des patrons de presse et de grands groupes, des politiciens cumulards, menteurs et fraudeurs.

Les scandales et les affaires défraient la chronique. Les médias dominants, détenus par une poignée d'hommes d'affaire, de financiers et d'industriels, instillent à grands renforts l'idée qu'aucune alternative n'est possible. Les souffrances et les indignations se multiplient. Face aux résistances, la répression s'abat. Le contrôle policier s'étend notamment avec l'adoption de la loi sur le renseignement qui vise à mettre en place une surveillance de masse. Le Gouvernement utilisant la peur du terrorisme, fait peser une menace sur les contestations politiques et sociales qui l'affrontent : criminalisation des syndicalistes en lutte, interdiction des manifestations, violences policières dans les ZAD et les quartiers populaires... La caste ne veut pas perdre ses privilèges.

L'identité républicaine est menacée

Les tenants du système brisent les identités de classes et la conscience républicaine, et construisent des oppositions ethniques et religieuses. Tout est fait pour diviser le peuple, l'empêcher ainsi d'exercer sa souveraineté. C'est tout l'héritage de la Révolution qui est mis en cause.

La France est pourtant une nation qui s'est fondée sur un contrat politique que proclame sa devise : "Liberté, Egalité, Fraternité". Elle se doit de partager ce contrat avec tout être humain. En ce sens elle est une nation universaliste. L'assignation à des origines ethniques, à des appartenances religieuses, réelles ou supposées, va de pair avec l'instrumentalisation des religions. La haine et la peur de l'autre sont encouragées pour justifier un climat d'asservissement sécuritaire volontaire et déconstruire la conscience républicaine et la conscience de classe. Les cas recensés de violences racistes de tous types alimentent malheureusement repli et discours communautaires. L'antisémitisme progresse de manière inquiétante. Le Gouvernement lui-même joue des indignations sélectives en désignant, notamment, les Roms comme un problème, un obstacle à l'intégration. Médias et Gouvernement encouragent la haine et le soupçon à l'égard des musulmans alimentant le discours et les actes racistes. Nos concitoyens de confession musulmane - ou supposés tels - sont stigmatisés et soupçonnés d'être des terroristes en puissance. Ce rejet spécifique qui les réduit à cette « identité » vient s'ajouter au rejet subi par les immigrés en général. A cela nous opposons premièrement une lutte sans faille contre toute forme de racisme. Nous portons le combat antiraciste, la lutte contre les discriminations, le refus d'une lecture ethniciste, le rappel des solidarités contre les divisions communautaristes. Enfin, nous opposons aussi à cela la défense de la laïcité comme mode opératoire de la République. La France doit devenir une République laïque sur l'ensemble de son territoire, y compris en Alsace Moselle. Pour cela nous mettrons fin au Concordat afin que la loi de 1905 s'applique à tous les départements français sans exception. Cette République laïque garantira la liberté de conscience, la stricte égalité des droits et l'orientation de la puissance publique vers l'intérêt général.

Pour les néolibéraux, la République une et indivisible est un obstacle. Depuis son arrivée au pouvoir, le PS, parti des grands féodaux et des petits barons, a engagé un processus de destruction du cadre républicain. C'est ainsi que s'opère par exemple la casse de l'école républicaine, sous les effets conjugués des réformes des rythmes scolaires et du collège, de l'austérité budgétaire et de la promotion par le Medef d'une vision minimaliste et utilitariste des savoirs basée sur les compétences. Conséquence, les inégalités scolaires s'accroissent, aux dépens, d'abord, des enfants des classes populaires. Réforme des rythmes scolaires et du collège, réforme Fioraso des Universités, réforme territoriale de Santé, loi de programmation militaire 2014-2019... Toutes ces attaques ont un but : servir encore davantage les intérêts du capital en mettant en concurrence les populations. La réforme territoriale aggrave encore la situation, en éloignant méthodiquement les lieux de pouvoir des citoyens et en faisant

basculer du cadre national vers l'agrégat des régions le champ de la loi. Ces politiques sont promues par l'Union européenne, l'un des principaux agents de ce processus de démembrement, à travers le soutien au développement d'euro-régions au détriment du cadre de l'État-nation.

Le Front National, complice du système

Le Front National, fidèle complice du système, joue son rôle à merveille. Diviser, toujours diviser, pour mieux défendre les intérêts des puissants. Son discours libéral des dernières décennies a laissé place à un programme qui puise dans le vocabulaire de la gauche pour séduire les classes populaires comme le faisaient les partis fascistes des années 30. La dénonciation morale ne l'a jamais arrêté. Il nous faut dénoncer les supercheries du FN sur tous les terrains. Le soutien à la règle des 3% et aux politiques d'austérité, à la 5^e République ou encore son refus de la hausse du SMIC, son opposition aux 35h et ses positions réactionnaires sur les droits des femmes et des personnes LGBT (malgré l'instrumentalisation de ces questions), l'inscrivent clairement dans la défense du système.

Complice de ce système, le FN en est aussi la résultante tant il bénéficie, d'une part, d'un appareil politico-médiatique complaisant, d'autre part, d'une crise démocratique exacerbée par le Parti Socialiste au pouvoir. En effet, si la progression de l'extrême droite n'est pas à minimiser, elle est un indicateur de l'état des conditions du vivre ensemble dont une large responsabilité revient au discours politique véhiculé par nos élites. Le glissement idéologique toujours plus important de l'UMP, la stigmatisation à l'égard des étrangers ou de certaines communautés par le Gouvernement socialiste, n'ont fait qu'enrichir le terreau de l'extrême-droite. De son côté, le système médiatique ne cesse d'en renforcer l'image en lui accordant une surexposition audiovisuelle, tout en légitimant ses thématiques favorites dans le débat public.

Sur cette dynamique, le FN mobilise le mieux son électorat, et a réussi à élargir son implantation sur les plans géographique et social. La perspective de le voir au pouvoir n'apparaît plus impossible pour beaucoup de nos concitoyens. Nous prendrons des initiatives autonomes et participerons à des mobilisations unitaires pour refuser la banalisation du Front National et nous opposer à l'extrême-droite sous toutes ses formes.

Relever la tête

Syriza a fait craquer la chaîne

Le 25 janvier 2015, pour la première fois la chaîne de l'austérité a craqué en Europe. Syriza a gagné les élections. Le peuple grec retrouve sa dignité et reprend son avenir en main.

Durant des années, le système a imposé sa loi sur la vie des Grecs, plan d'austérité après plan d'austérité. La Troïka, avec la complicité des médias, a jugulé le peuple grec. Le remboursement des intérêts de la dette était la seule perspective imposée, alors que les écoles ferment, qu'on meurt faute de soins, que des milliers de jeunes ont quitté le pays, pour trouver un avenir ailleurs.

Dès son élection, Alexis Tsipras a montré sa détermination. La réaction de l'oligarchie politico-financière ne s'est pas fait attendre. Parasites sans frontière ni patrie, les investisseurs ont organisé la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux. La Banque Centrale Européenne a

ouvert les hostilités en coupant les liquidités à la Grèce pendant qu'Alexis Tsipras faisait le tour de l'Europe pour renégocier le plan d'endettement. Toute la brutalité de l'Europe austéritaire est apparue au grand jour. La démocratie n'est tolérée que quand elle va dans le sens des puissants. Les décisions n'étaient pas économiques, la dette grecque ne pèse rien. Elles étaient politiques. La Grèce avait osé sortir du rang, il fallait faire plier la Grèce de peur que d'autres peuples décident de suivre son exemple. Malgré cela, le Gouvernement grec ne plie pas et, malgré le veto de la Commission européenne, a fait voter une loi qui suspend les expulsions de logement pour cause de dette, verse une aide alimentaire aux plus pauvres, rétablit le courant chez les plus démunis, et refuse de baisser les retraites.

Syriza, Podemos : le peuple en marche

Par sa fermeté dans le refus de toute compromission avec le PASOK, le rejet des politiques d'austérité et la défense de la dignité du peuple grec face aux injures des technocrates de la Troïka, Syriza a réussi à rassembler toutes celles et ceux qui refusaient comme avenir l'austérité sans fin et la perte de la souveraineté populaire. Au départ coalition classique de plusieurs partis de gauche, il a fini par réunir dans un même mouvement des citoyens, des partis, des associations, malgré des histoires très différentes. Il a soutenu, avec ses militants, les démarches associatives de solidarité concrète dans les quartiers pauvres, des actions contre les expulsions : un véritable soutien aux actions de désobéissance. C'est le peuple en marche qui, à travers Syriza, a relevé la tête. C'est pourquoi il est plus que jamais indispensable d'organiser la solidarité avec le Gouvernement grec.

Pour l'oligarchie il faut le faire taire, car l'oligarchie craint la contagion. En Espagne, Podemos brise l'impasse du consensus, de l'alternance sans changement et du bipartisme PP/PSOE en s'imposant comme l'une des premières forces politiques majeures dans le débat public. Ce nouveau parti a cherché à renouveler les façons de faire de la politique et s'est affranchi des codes militants pour toucher le plus grand nombre, en proposant un seul rassemblement autonome des sociaux-démocrates. Dans un pays brutalisé par l'austérité, écœuré par la corruption et les scandales, il répond à l'aspiration des Espagnols à un vrai renouvellement de la classe politique.

En France aussi des énergies existent

Bien sûr la France ne subit pas encore la même dégradation sociale que l'Espagne ou la Grèce. Elle ne connaît pas (encore ?) de mobilisations d'ampleur contre l'austérité comme en Belgique ou en Italie. Elle n'est pourtant pas silencieuse. Des luttes éclatées, inégales mais réelles, se construisent ici ou là : contre les grands projets inutiles, pour la défense des services publics (santé, transports), au sein et autour d'entreprises menacées de fermeture, pour les conditions de travail, des salaires décents, etc. ou contre l'austérité dans les collectivités territoriales. Elles tissent un lien de résistance dans le pays, voient de nouvelles générations se former, impulsent des radicalités concrètes et des contreprojets. Dans le même temps, 45% des citoyennes et citoyens du pays participent à des associations ou s'investissent dans des actions collectives de façon ponctuelle. Les syndicats continuent de rassembler des centaines de milliers de travailleurs. Face aux tentatives d'intégration des organisations syndicales à la politique du Gouvernement par un simulacre de « dialogue social », CGT, FO, Solidaires et FSU ont opposé un front du refus en boycottant la conférence sociale de 2014. C'est un point d'appui dans le combat que nous menons, tout comme le sont les grèves, surtout lorsqu'elles sont victorieuses, comme celle des femmes de ménage des grands hôtels parisiens, et lorsqu'elles permettent des mobilisations nationales, comme la grève et l'imposante manifestation interprofessionnelle du 9 avril 2015.

Les marches des 10 et 11 janvier 2015, suite aux assassinats des journalistes de Charlie Hebdo, de deux policiers et de citoyens de confession juive, ont permis une mobilisation populaire inédite. Certes, tout le pays n'était pas présent dans la rue, et cette séquence a permis au Gouvernement de Hollande de promouvoir une politique internationale belliciste et de mettre en place une surveillance généralisée de la population à travers la loi Renseignement. Malgré ce détournement, ces marches ont aussi mis en avant l'attachement de la population à des valeurs telles que la liberté de la presse, la liberté d'expression, la fraternité et la laïcité.

L'abstention de masse paraît s'être installée dans la durée. Aux élections intermédiaires, elle est devenue le premier choix politique en France. Elle s'appuie sur des motivations diverses. Elle peut prendre la forme d'une insurrection froide exprimant le rejet d'un système politique décomposé qui n'offre plus aucune perspective. Elle signifie le refus des parodies électorales qui voient les promesses de campagne bafouées au lendemain des élections. Elle manifeste le dégoût pour des politiciens cumulards plus intéressés par leur carrière que par la satisfaction de l'intérêt général. Elle s'aggrave avec les reniements du Gouvernement, pulvérisant la conviction qu'un « changement » est possible, et ajoutant au désespoir le sentiment du mensonge pour celles et ceux qui avaient cru aux promesses du candidat. Les premiers à renoncer au vote, désormais perçu comme inefficace et inutile, sont les membres des classes populaires. C'est le principal obstacle qui se dresse face à nous dans notre entreprise de conquête du pouvoir.

La lutte des classes n'a jamais cessé

La société reste aujourd'hui divisée en classes aux intérêts antagonistes. A l'oligarchie et ses alliés dans la bourgeoisie traditionnelle et dans le salariat s'opposent les classes populaires (ouvriers, employés, petits agriculteurs et artisans...) et des populations intermédiaires. Même si elles ont des modes de vie et des niveaux de revenu différents, les classes populaires et intermédiaires n'ont que leur force de travail pour vivre et partagent la même place dans les rapports de production. C'est ce rapport qui comprime les salaires. C'est lui aussi qui fragilise les statuts, qui accroît le chômage, qui remet en cause les droits à l'éducation, à la santé, à la sécurité, etc. La lutte de classes demeure, qui redouble la brutalité du patriarcat pour de nombreuses femmes. Bien au-delà des catégories les plus démunies, la peur du déclassement social gagne aujourd'hui des millions d'hommes et de femmes à travers le pays. Actifs privés de leur droit l'emploi, chômeurs et précaires ne se distinguent, parmi la classe des travailleurs, qu'en ce qu'ils font le plus nettement l'expérience de la violence de l'exploitation. La toute-puissance du capital s'étend peu à peu à toutes les sphères de la société, à chaque segment de la vie. L'habitat, avec ses zones de relégation et ses quartiers pour riches, l'alimentation, réservant la malbouffe au plus grand nombre. Elle rythme et conditionne le temps. La ségrégation économique, spatiale et culturelle est le reflet des divisions sociales. Loin d'une quelconque « moyennisation », le monde social est en voie de désagrégation et c'est bien vers le bas que la très grande majorité de la population voit ses conditions d'existence s'homogénéiser.

En revanche, une grande partie de cette classe sociale n'a pas conscience d'elle-même ni de ses intérêts communs. Le capitalisme vise à imposer l'individualisme comme norme, la réussite individuelle comme valeur et la recherche d'accumulation sans limite comme finalité de la vie. En opposant les chômeurs et les salariés, en dressant les pauvres contre les encore plus pauvres, en enfermant les citoyen-ne-s dans des « origines » ethniques ou religieuses, il mine les solidarités, il joue de la peur du déclassement, afin de conserver et d'accroître ses privilèges. En mettant en scène une grande « classe moyenne » d'une part et des exclus de

l'autre, le système rend honteuse l'appartenance aux classes populaires et veut faire croire à une "moyennisation" de populations aux réalités très diverses. Notre travail politique s'inscrit dans la lutte des classes, et notre tâche est de reconstruire cette conscience de classe. Nous devons rendre la dignité et la fierté à la culture ouvrière et populaire. Notre rôle est de travailler à une nouvelle alliance sociale et politique à vocation majoritaire autour de la défense d'intérêts communs et d'un projet commun.

Fédérer le peuple

La catastrophe écologique démontre l'existence d'un intérêt général humain : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Dès lors, la lutte des classes s'inscrit dans un cadre plus ample, le rapport de l'homme à la nature, d'autant que c'est la même classe dominante qui détruit l'écosystème et met en péril le bien commun de l'humanité.

L'explosion démographique, l'urbanisation massive, l'alphabétisation, les nouveaux outils de communication ont fortement accru les liens d'interdépendance entre individus. Dès lors, de ces interactions permanentes, émergent des revendications politiques. Des mouvements de résistance se créent. Ils peuvent prendre la forme de luttes contre la hausse des tarifs de transport, pour une amélioration de la qualité des services nécessaires à la vie urbaine (accès à l'eau, transport, assainissement, développement des réseaux), exprimant à la fois des aspirations anticapitalistes et antiproductivistes. A chaque fois, ils affirment une même exigence : décider, contrôler, face à la caste qui a confisqué le pouvoir et les richesses.

Notre tâche est donc de fédérer le peuple, acteur révolutionnaire, autour d'un intérêt commun : la conquête de sa souveraineté dans tous les compartiments de son existence, au travail comme dans la Cité, là où il vit et là où se délibèrent les lois. Le processus constituant permettra de rétablir le plein exercice de la souveraineté populaire. Par lui, le peuple pourra reprendre son avenir en main. C'est la méthode de la Révolution Citoyenne.

Engager la bataille culturelle et idéologique

Le poids du système écrase toutes les alternatives qui existent, il paraît indépassable. La culture est un enjeu fondamental dont le capitalisme globalisé s'est emparé. La marchandisation de divertissements dits culturels n'est pas qu'une source de profit, mais aussi un vecteur de conditionnement des esprits. Au contraire, la pratique créative et sa fréquentation, libres, dégagées du consumérisme, sont des espaces essentiels d'expérimentation, de résistance et d'action contre le consentement à l'ordre établi, à ses valeurs et à ses normes. L'art, la culture et les sciences constituent un enjeu primordial de la bataille culturelle au service de l'émancipation. C'est bien pour cela que culture et idéologie dominantes sont rabâchées sur toutes les antennes, dans tous les journaux. Elles éteignent toutes les braises du changement. La bataille politique est par nature idéologique et pratique : pour renverser l'ordre établi, nous devons éveiller les consciences et rendre pensable un nouvel horizon en agissant en cohérence avec nos discours. Constamment, nous devons déchiffrer et donner à voir les dominations économiques et la crise écologique pour mieux démontrer comment elles peuvent être renversées. Mais nous avons un adversaire de taille : le TINA façonne les clés de lecture par lesquelles nos contemporains saisissent le monde. En s'assurant une hégémonie culturelle, le capitalisme borne l'horizon du pensable et réduit les possibles. La misère est un outil de résignation et ne conduit pas automatiquement à la révolte. Le mécanisme de l'oppression des peuples comme des individus est la servitude volontaire. Le système l'entretient sans cesse, en produisant de la peur et de la culpabilité. Le citoyen est invité à rétrécir ses ambitions, à se replier sur lui-même pour résoudre ses problèmes. Au lieu de s'unir aux autres opprimés pour combattre les privilèges de la classe

dominante, il idéalise et conforte le pouvoir des oppresseurs, par peur du déclassement. Nous devons lutter pied à pied pour déconstruire les fausses évidences.

Notre projet va à rebours de la doxa libérale, il est l'exact opposé du « TINA ». Démontrons que notre projet est à la fois possible et nécessaire, en accompagnant nos propositions de démonstrations claires, documentées, chiffrées et accessibles au plus grand nombre. C'est contre ce que nous portons qu'il n'y a pas d'alternative. Fins de mois difficiles, chômage, impôts injustement répartis, loyers exorbitants et emprunts à la consommation qui compriment le budget des ménages, distances domicile-travail, renoncements aux soins... Ce sont ces problématiques que nous devons porter en proposant des solutions à la fois rapides à mettre en œuvre, crédibles et convaincantes pour changer la vie de ceux à qui nous nous adressons. La gratuité doit s'imposer comme principe fondamental, dans les services publics par exemple, mais aussi par l'ouverture de nouveaux droits, la tarification devenant une exception. Le marché privatise ce qui est commun quand la gratuité rend commun ce qui est privatisé. De la même manière, nous devons aborder concrètement les questions écologiques : pollution, malbouffe, changement climatique. Ces revendications s'expriment aujourd'hui dans la société, mais sont portées de manière éclatée. A nous de les relier entre elles.

Pensons notre matériel pour refléter la démarche positive que nous initions, en osant nous affranchir des codes militants, tant dans les slogans que dans l'image qu'il dégage. Plutôt que des campagnes défensives, osons les contre-propositions : incarnons l'évidence plutôt que la contestation. Sortons des mots-écrans qui nous empêchent de penser et qui glissent sur les consciences jusqu'à en être inaudibles. De nombreux citoyens, qui pourraient approuver notre programme, ne se reconnaissent plus dans les appels à voter « à gauche », notamment au sein de la jeunesse et des classes populaires. Ce sont les premiers qui viennent gonfler les rangs des abstentionnistes. Pour les rassembler, nous devons incarner la rupture avec les tenants d'un système en bout de course, avec la « caste » qui a confisqué le pouvoir. Nous devons prendre garde à ne pas mobiliser des références abstraites pour le plus grand nombre. Notre langage doit entrer en résonance avec les perceptions de la population. C'est ainsi, en faisant peuple dans une culture partagée, que nous ramènerons les citoyens vers la politique.

Mais la bataille culturelle ne se fait pas qu'avec des mots, elle se fait surtout dans l'action. Les résistances au système existent mais elles sont éparpillées et divisées. Nombre de structures collectives sont en partie décrédibilisées, parfois raillées. Les différentes expériences de résistance, d'alternative, de pensée politique ont besoin d'une jonction, que le système cherche à empêcher de toutes ses forces. Syndicaliste expérimenté-e, militant-e politique, féministe, militant-e associatif-ve, intellectuel-le engagé-e, collectif d'artistes, en passant par les citoyen-ne-s qui donnent quelques heures dans une association de quartier, la mise en branle d'un processus d'intelligence collective créant des liens entre toutes ces luttes, tous ces savoirs politiques, est devenue urgente. C'est la confiance dans le combat collectif pour la solidarité et la souveraineté populaire, condition de l'émancipation individuelle, qu'il faut retrouver et faire partager. Adressons-nous à la majorité sociale, repensons nos modes de communication, lançons la bataille des réseaux sociaux !

Notre bataille culturelle est aussi féministe. Nous combattons résolument les clichés sexistes véhiculés par les médias et la publicité. Ce type de violence symbolique constitue le terreau des violences physiques que subissent quotidiennement les femmes, que ce soit les différentes formes de harcèlement, les agressions sexuelles (75 000 viols sont perpétrés chaque année), la violence au sein du couple (tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son compagnon) ou la prostitution.

Un projet global : la République écosocialiste

L'écosocialisme pour inventer des jours heureux

Pour l'intérêt général

Notre projet est celui de l'intérêt général. La société que nous voulons créer affirme le droit de toutes et tous à vivre heureux et en paix. Ceci implique une société où les droits humains fondamentaux (individuels et sociaux) sont garantis, où les sources d'énergies sont reconnues comme biens communs, où les valeurs de solidarité l'emportent sur les logiques de compétition et d'exclusion, et où les citoyens ont la maîtrise effective des choix collectifs.

L'écosocialisme est une réponse globale de court et long terme dont la crédibilité se vérifie chaque jour. Il s'inspire du "Buen vivir" porté par les peuples indigènes du continent Latino-Américain et de la politique des Gouvernements de gauche de Rafael Correa en Equateur, Evo Morales en Bolivie ou Pepe Mujica en Uruguay, progressistes tant sur le plan social que sur le plan écologique (réappropriation des ressources naturelles et pétrolières, redistribution des dividendes, politique éducative, préservation des biens communs, audit de la dette).

De par sa richesse, plus élevée que jamais mais essentiellement accumulée par une minorité, et de par sa place dans le monde, la France a parfaitement les moyens de mettre en œuvre un tel choix. Elle doit favoriser les circuits courts et relocaliser sa production en initiant une coopération nouvelle : le protectionnisme solidaire et écologique. Dans ce projet global, les DROM (départements et régions d'outre mer) ont une place privilégiée. Parties intégrantes de la République, ils représentent 90 % de notre territoire national maritime, et un enjeu majeur pour la mise en œuvre d'une politique écosocialiste indispensable.

L'écosocialisme permet de contribuer de façon exemplaire, en tant que pays, à la lutte contre la catastrophe écologique qui s'annonce, par une transformation majeure des modes de production et de consommation planifiée dans le temps. Il vise l'émancipation humaine et implique de rompre avec la domination sur notre société de la logique capitaliste d'accumulation maximale et sans fin du capital. Ainsi, il s'inscrit dans l'histoire du socialisme. Par rapport à cette histoire, et face à la catastrophe écologique qui s'annonce, il introduit pleinement la dimension écologique et la lutte contre le productivisme. C'est pourquoi nous le qualifions d'écosocialiste. En défendant l'intérêt général humain, il renouvelle la pensée républicaine en proposant aux peuples souverains de remettre le système productif et l'économie sous contrôle citoyen et au service du progrès humain et des besoins réels.

Avec nos projets politiques portés par l'écosocialisme, nous œuvrons pour une re-industrialisation du pays, orientée essentiellement vers la transition écologique (énergie, transport, logements...). Il défend l'émancipation politique, sociale et intellectuelle et proclame, avec Jean Jaurès, que les citoyens doivent être rois dans la cité et dans l'entreprise !

Souverains dans l'entreprise, libres dans la cité

La transition écosocialiste pose fondamentalement la question de la propriété des moyens de production et des biens communs. Nous devons nous approprier nos principaux outils de production pour mettre en œuvre les choix décidés souverainement.

Pour trouver le chemin de la démocratie réelle et du progrès social, il faut donc attaquer le problème à sa source : le rapport capital/travail. La souveraineté doit être conquise dans l'entreprise comme dans la cité, et la délibération collective doit orienter l'économie. Une planification décentralisée, démocratique et basée sur des indicateurs de progrès humain, social et écologique, permettra de coordonner l'activité économique autour d'objectifs nationaux, départementaux et locaux.

Dans ce but, les secteurs stratégiques (transports, énergie, eau, banques, santé, industries pharmaceutiques, industries de défense, télécommunications, Poste, etc.) devront être immédiatement nationalisés ou socialisés. Dans les autres secteurs, la socialisation se fera de manière progressive. Des expériences de ce type ont déjà été effectuées en Bolivie, en Suède et au Danemark notamment. Dans ces pays, des fonds ont été créés par l'État pour transférer les actions des entreprises peu à peu vers les salariés. En agissant dans cette direction, nous mettrons fin au privilège fondateur du capitalisme par lequel la totalité du capital accumulé par l'entreprise appartient unilatéralement aux actionnaires. Au pouvoir, nous organiserons le transfert de la propriété d'une part croissante du capital aux salariés en tant que collectif de travail. Ce capital ne donnera pas droit à dividendes et appartiendra collectivement aux salariés de l'entreprise.

L'objectif est d'atteindre ainsi une économie mixte, où le travail soit libre et non exploité, conjuguant des entreprises privées en coopératives, des entreprises privées sous contrôle des salariés et de la Nation, des entreprises publiques avec des droits étendus pour les salariés. Un Indice de Progrès Humain mesurant la qualité de vie (pollution, santé, éducation, biodiversité...) sera créé.

L'écosocialisme vise également à redonner au peuple français pleine et entière souveraineté. Celle-ci, dans l'optique de la République sociale, doit se déployer dans toutes les dimensions de la vie collective. Dès lors, une politique écosocialiste assure à notre Nation la souveraineté du peuple, mais aussi la souveraineté alimentaire et énergétique.

Voilà l'objectif de la Révolution citoyenne.

Une revendication : la 6^e République

Nous défendrons l'extension du champ de la souveraineté du peuple dans tous les secteurs de la vie. Elle abolira la monarchie présidentielle, instaurera le non cumul des mandats (dans le temps et dans l'espace), la proportionnelle aux élections et la reconnaissance du vote blanc en tant que suffrage exprimé. Elle mettra en place des outils de révocation des élus et des référendums à tous les échelons pour allier démocratie directe et représentative. Elle instaurera le référendum d'initiative populaire dans tous les domaines pouvant être ouverts à l'intervention directe des citoyens, pour proposer ou abroger des lois, ou sur des traités supranationaux. Elle réaffirmera que les élus sont au service de l'intérêt général. Elle supprimera la servitude du citoyen dans l'entreprise par la démocratie sociale. Elle fera « France de tout bois » en refondant le code d'entrée du séjour et du droit d'asile et instaurant un nouveau code de la nationalité reposant sur le droit du sol.

A nouvelle République, nouveaux droits. Nous proposerons d'inclure la protection des salariés par l'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises en bonne santé financière, un droit de veto des Comités d'entreprises sur toutes les décisions stratégiques et une caisse de solidarité du travail financée par les cotisations patronales qui viendra en soutien aux TPE ; le droit effectif à la retraite à 60 ans ; la réduction du temps de travail ; un salaire maximal pour lutter contre les inégalités et favoriser l'augmentation des salaires ; la

régularisation des sans-papiers ; le droit de vote à tous les résidents étrangers ; des droits nouveaux pour les chômeurs ; la lutte contre la précarité des conditions de vie par le droit au logement ; la baisse des loyers, le droit à l'éducation gratuite, l'accès à la culture, l'accès gratuit à la santé, la gratuité des premiers m³ d'eau et kWh d'électricité ou encore la création massive d'emplois publics pour garantir la transition écologique.

La démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme doivent y trouver leur application. Nous favoriserons un renouveau des droits fondamentaux émancipateurs des personnes humaines, émancipateurs car dégagés de la biologie comme des limites religieuses ou des contraintes marchandes : égalité des droits quels que soient le sexe, l'origine ou l'orientation sexuelle, libre autodétermination de son genre, libre disposition de son corps (abolition de la prostitution, droit à l'IVG et à la PMA), libre établissement de la filiation familiale par l'engagement parental, libre choix de sa fin de vie...

Les droits à la justice, à la sûreté et à la sécurité seront restaurés, grâce à un plan d'investissements dans la justice, les politiques de prévention et la Protection Judiciaire de la Jeunesse. La 6^e République bénéficiera d'une police nationale et d'une police de proximité avec des moyens réévalués et mettra fin à la politique du chiffre, à l'armement des polices municipales, au recours à la vidéosurveillance, et aux contrôles au faciès. Nous lutterons résolument contre toutes les délinquances y compris la délinquance patronale. L'impunité des puissants cessera !

La 6^e République devra inclure la « règle verte ». Dans toutes les productions et toutes les activités, on ne prélèvera pas davantage dans la nature que ce qu'elle est capable elle-même de reconstituer. L'écosocialisme est un humanisme et un universalisme socialiste concrets. Ce n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à l'impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison des modes de production et de consommation de notre temps, qui épuisent l'être humain et l'environnement. Elle appelle une pensée et une action politique radicales, au sens où elles doivent aller à la racine des causes. Elle combat les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme.

La Révolution Citoyenne, dès maintenant, pour 2017 !

Aucun scénario, même le plus pessimiste, n'est à exclure. Mais la victoire de Syriza et la croissance fulgurante de Podemos sont des points d'appuis formidables. À nous de trouver notre propre voie !

Une méthode : la Constituante

2017 peut être l'année de la bifurcation en France.

Nous devons aborder l'élection importante de la 5^e République, l'élection présidentielle, comme une véritable insurrection et en finir avec le vieux monde. Face à tous ses tenants, le peuple pourra ainsi surgir pour renverser la table. Nous élirons donc le dernier président de la 5^e République. Sitôt élu, il convoquera une assemblée constituante par référendum. Nous abordons l'élection présidentielle avec une détermination : instaurer la 6^e République, c'est à dire le moyen de remettre le peuple aux commandes. Comme en 2012, notre candidature incarnera donc la rupture avec les institutions actuelles.

En 2017, un Gouvernement d'urgence nationale

Nous devons également agir rapidement pour engager la rupture. Ainsi, sans attendre la fin des travaux de l'Assemblée constituante, nous mettrons en œuvre des mesures d'urgence pour redonner du pouvoir d'agir au peuple et répondre à ses aspirations sociales et écologiques.

Précurseur de la 6^e République, le Gouvernement d'urgence nationale organisera le rapport de force avec l'oligarchie. Il sortira la France de l'OTAN et mettra en œuvre les premiers contacts nécessaires à la création d'une alliance altermondialiste s'appuyant sur les États émergents. Il décrètera un moratoire sur la dette, le temps de mener un audit, en s'appuyant sur le travail des associations (CAC, CADTM, etc.), sur la base duquel nous refuserons de payer la part illégitime de la dette.

Pour répondre aux aspirations du peuple, le Gouvernement prendra des mesures sociales et écologiques concrètes. Celles-ci seront détaillées dans un document programmatique. Nous pouvons néanmoins réaffirmer ici la création massive d'emplois publics, la généralisation du CDI et la réduction du temps de travail (semaine de 32 h sur 4 jours, 6^e semaine de congés payés, retraite à 60 ans), la hausse des salaires à commencer par le SMIC à 1700 € brut et l'instauration d'un salaire et d'un revenu maximum, la sortie du nucléaire, la fin des privatisations, la gratuité dans la santé et l'éducation et son développement dans le domaine des transports, l'investissement dans la recherche et la démocratisation de l'accès à la culture.

Notre projet de société est inséparable de notre projet pour l'école : former des individus autonomes, dotés d'une culture et de qualifications, citoyens en devenir de la 6^e République que nous voulons construire. Notre Gouvernement mobilisera les moyens nécessaires aux enjeux éducatifs et agira en priorité pour le rétablissement du cadre républicain, garant de l'égalité de traitement de tous les élèves et du respect de la laïcité sur l'ensemble du territoire national.

Plus aucun sacrifice pour les traités, aujourd'hui la souveraineté nationale doit primer

A ce stade de l'histoire, seul le cadre national, immédiatement disponible comme alternative aux institutions supranationales actuelles, peut permettre l'expression de la souveraineté populaire.

L'affrontement avec le capitalisme et la mise en œuvre de notre projet écosocialiste nécessitent donc la reconquête de la souveraineté populaire, et ce d'abord à l'échelle nationale. Ce n'est pas une condition suffisante pour rompre avec le capitalisme financier, mais c'est une condition nécessaire. Cette volonté d'indépendance n'est en aucun cas synonyme d'isolement et d'arrêt des échanges coopératifs. Face aux forces puissantes qui nous oppriment, aucune internationale des travailleurs ne naîtra spontanément de la rencontre entre des peuples préalablement privés de toute forme de souveraineté. La construction d'un nouvel internationalisme passe donc par un rétablissement de l'exercice de la souveraineté populaire dans le cadre de l'État-Nation, condition de l'édification de nouvelles solidarités internationales. *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène*, disait Jaurès.

◆ Plan A : désobéissance et construction d'un rapport de force européen pour en finir avec les traités

Le programme du Parti de Gauche est incompatible avec l'Union européenne telle qu'elle est définie par les traités. Dans l'état actuel des rapports de forces politiques au sein de l'UE, il est parfaitement illusoire d'espérer une réorientation radicale des politiques et des institutions européennes si l'on se contente d'attendre que tous nos partenaires soient disposés à engager une renégociation des traités. Le droit européen émanant des traités et des directives de l'Union européenne ne doit être le prétexte d'aucune régression. Si nous arrivons au pouvoir, pour appliquer notre programme, nous mènerons, avec tous les États prêts à s'y engager avec nous, une bataille diplomatique qui passera par la désobéissance aux traités.

Cette stratégie suscitera une très forte résistance des Gouvernements de droite et socio-libéraux, en particulier du Gouvernement de grande coalition CDU-SPD dirigé par Merkel. La politique économique allemande des années 2000 a grandement contribué à la crise de la zone euro, en menant une politique nationale déflationniste contre le reste de ses voisins, qui a aggravé le déséquilibre des balances commerciales. Rappelons qu'avant cette crise, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande ou le Portugal étaient en parfaite santé budgétaire.

Si, malgré notre politique de désobéissance, le Gouvernement allemand continuait à bloquer une refonte radicale des traités permettant aux autres États européens d'appliquer des politiques favorables aux peuples, nous serions prêts à aller plus loin et à assumer l'éclatement de la zone euro et de l'Union européenne.

◆ Plan B : sortir de l'euro et de l'Union européenne

Notre confrontation avec les libéraux européens et notamment avec le Gouvernement allemand aura en effet pour enjeu principal la monnaie, et pourrait donc nous amener à sortir de l'euro. Ce qui se passe en Grèce aujourd'hui démontre que la BCE se sert de sa confiscation du pouvoir monétaire pour empêcher Syriza d'appliquer son programme. En bloquant le refinancement des banques grecques et en organisant la pénurie des liquidités, elle empêche le Gouvernement grec d'appliquer le programme pour lequel il a été élu. Pour ne pas tomber dans le même piège, nous devons assumer dans les négociations que nous avons un plan B : la sortie de l'euro.

Dès notre arrivée au pouvoir, nous porterons en effet la menace d'une réforme unilatérale des statuts de la Banque de France pour lui permettre de monétiser la dette, c'est-à-dire d'acheter des obligations d'État en son nom. Cette réquisition de la Banque de France serait accompagnée d'un contrôle strict des mouvements de capitaux. La technocratie européenne ne pourra ainsi pas utiliser le chantage du blocage des liquidités contre la France. Pour sortir par le haut de la crise diplomatique que nous aurons ainsi créée, nous proposerons aux autres pays européens une sortie négociée de la zone euro, qui conduira à un changement radical de structure monétaire, via l'instauration d'une monnaie commune. Cette monnaie aurait ainsi un taux de change unique vis-à-vis des monnaies extérieures à la zone euro, et chaque pays membre de la zone conserverait une monnaie nationale. Nous proposerons la mise en place d'un « Partenariat Monétaire d'Équilibre » pour que l'explosion de la zone euro ne nous ramène pas aux écueils du SME (Système Monétaire Européen) des années 1980. La banque centrale de cette zone monétaire réformée aurait pour objectif de stabiliser les taux de change intra-européens entre les monnaies nationales pour limiter les différences d'inflation et la spéculation entre pays.

Notre plan de sortie de l'euro et notre stratégie de rupture avec les institutions européennes seront travaillées à l'issue de notre congrès, en lien avec tous les économistes, intellectuels, syndicalistes et partenaires politiques souhaitant s'y associer. Par ailleurs, nous sommes conscients du fait que le cadre actuel de l'UE ne nous permettrait pas d'appliquer pleinement le programme pour lequel nous serions élus, mais aussi du fait qu'aucune procédure n'existe pour exclure un État de l'UE. C'est pourquoi, dans le cas où un ensemble d'États-Membres refuseraient de négocier nos propositions d'amendements aux traités, nous agirions unilatéralement en violation des traités sur tous les points que nous jugerions essentiels pour respecter le mandat donné par le peuple souverain. Nous engagerions les négociations avec tous les États disposés à engager une refondation progressiste et démocratique de l'UE.

Si le rapport de force ainsi constitué ne permettait pas à l'UE de sortir du blocage, l'existence de l'UE serait alors remise en cause de fait. Nous assumons pleinement cette éventualité, puisque le statu quo d'une Europe déjà parfaitement désunie n'est pas soutenable. Si l'obstination des néolibéraux à ignorer la volonté des peuples devait provoquer la dislocation de l'UE, la France prendrait toutes les initiatives pour reconstruire une autre voie vers l'unité et la solidarité des peuples d'Europe.

Une France indépendante au service d'une géopolitique internationaliste

Dans le même temps, la France doit recommencer à parler de sa propre voix sur le plan géopolitique. Sa politique étrangère devra être basée sur une indépendance nationale, et devra découler de sa devise politique à vocation universelle et internationaliste : « Liberté, Égalité, Fraternité », à laquelle nous ajoutons la Laïcité. La France devra refuser l'enfermement occidental-atlantiste et ses présupposés identitaires ethnico-religieux ou « *culturels* ». Elle devra refuser d'intervenir militairement hors de ses frontières en dehors d'opérations encadrées par une ONU réformée.

Pour cela, la France doit rompre son alliance avec les États-Unis. Elle doit sortir de l'OTAN, rejeter les traités du Grand Marché Transatlantique, réorienter ses alliances. Sans pour autant souscrire à leurs régimes politiques, elle doit coopérer en matière militaire et monétaire avec les puissances ayant comme elle intérêt à l'avènement d'un monde multipolaire et d'une alternative crédible au dollar, à commencer par les « BRICS ». Nos partenaires privilégiés seront les Gouvernements au service de leur peuple, et nos partis frères (Syriza, Podemos, Sinn Fein, Front Populaire Tunisien, Alianza Pais, etc.). Nous proposerons une refonte de l'ONU sur des bases internationalistes – par exemple en appliquant la Charte de La Havane. En adéquation avec cette logique, nous réaffirmons le caractère nécessaire de la mise en place d'un protectionnisme solidaire, soit la mise en place de visas écologiques et sociaux visant à relever le prix de produits fabriqués dans des pays ne respectant pas des standards sociaux ou écologiques à définir. La politique de la France visera donc à une rupture profonde avec les institutions favorisant le libre-échange, en premier lieu l'OMC, mais aussi le Fonds monétaire international, avec la volonté de ne plus augmenter indéfiniment les échanges internationaux. Aussi, elle s'engagera sur des sanctions douanières alourdies à l'encontre des paradis fiscaux.

Souverains dans notre pays, nous serons également respectueux de la souveraineté des autres en effaçant les dettes des pays en développement et en abolissant toute politique néocoloniale maintenue par des États ou des multinationales. La France appliquera la campagne palestinienne Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) contre Israël et défendra un État palestinien viable, ce qui passe par le démantèlement des colonies israéliennes, le retrait des territoires occupés, la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale du nouvel État et le droit au retour des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 de l'ONU. En Afrique, les peuples africains doivent déterminer eux-mêmes leurs choix politiques. Dans ce

cadre, la France doit soutenir les forces progressistes africaines en lutte contre les dictateurs, pour le respect des processus électoraux démocratiques et pour un développement écosocialiste dans le cadre d'une souveraineté économique, monétaire et militaire retrouvée.

Afin d'assurer la défense de la souveraineté nationale, nous sommes favorables à la revalorisation des moyens de défense de la Nation. Par ailleurs, l'industrie de défense sera entièrement nationalisée, la production des armes ne pouvant rester aux mains du privé. Il s'agira de sanctuariser tant l'industrie aérospatiale que celle de la défense en mettant en place une politique protectionniste spécifique. Nous voulons pousser la République jusqu'au bout et assurer à la France son indépendance, pour cela nous nous prononçons pour un service républicain, obligatoire, mixte, ayant une composante militaire et /ou civique.

Fédérer par l'implication citoyenne !

A travers la 6^e République par la constituante, la désobéissance européenne, le programme d'action d'un Gouvernement d'urgence nationale, notre projet écosocialiste, nous entendons rassembler toutes celles et ceux qui ne veulent plus de ce système qui affame les peuples, saccage l'écosystème, opprime et confisque le pouvoir. Rassembler celles et ceux qui veulent abattre la monarchie présidentielle de la 5^e République, celles et ceux qui convergent aujourd'hui dans les mobilisations sociales comme écologistes, les expérimentations concrètes d'une autre société, les dynamiques citoyennes qui ont vu le jour aux élections précédentes. La solution, c'est l'implication citoyenne.

Pouvoir d'agir

L'éducation populaire est le processus par lequel tout citoyen peut comprendre dans quel système il vit et décider de s'engager dans un mouvement collectif de transformation sociale. Les tenants de l'éducation populaire politique utilisent différents outils, certains issus d'une longue histoire ouvrière et résistante, d'autres plus récemment élaborés.

La thèse de l'éducation populaire politique analyse que les institutions du monde capitaliste segmentent consciencieusement la pensée politique afin d'empêcher toute jonction entre expériences, savoirs et toute prise de conscience d'un intérêt commun.

L'éducation populaire est une méthode d'émancipation politique, passant par la mise en commun des savoirs et par l'intelligence collective.

L'idée est aussi de se doter de stratégie pour donner du pouvoir d'agir, condition nécessaire à la mise en mouvement. Arracher des victoires, mêmes modestes, est un point d'appui pour redonner confiance dans l'action collective. C'est à nous d'aller vers nos concitoyens en fournissant un effort constant d'éclaircissement de nos idées et propositions dans notre expression publique. Cela implique également de repenser nos modes de communication pour être intelligibles par tout-e-s.

Chaque comité pourra donc trouver des formes qui lui conviennent pour mettre en mouvement des habitants d'un quartier ou pour rassembler des militants de différentes associations, et permettre à la fois l'implication citoyenne dans les affaires de la cité et la jonction entre les expériences.

Par exemple :

- Impulser des actions de solidarité concrètes
- Utiliser porteur de parole et porte à porte pour susciter une prise de conscience et démarrer un travail d'implication citoyenne
- Agir dans les collectifs/associations déjà existants pour construire du savoir commun autour de l'intérêt général (type ZAD, associations de riverains...)

- Créer des collectifs sur des "colères" (expulsions locatives...)
- Participer, voire créer des collectifs d'actions alternatives, d'expérimentations (AMAP, villes en transition, Alternatiba...)
- Continuer à renforcer les syndicats et à se mobiliser dans les batailles sociales, soutenir les lanceurs d'alertes...
- Participer à la convergence de ces différentes initiatives, dans une perspective de rupture avec le système

Pour un mouvement citoyen

La Révolution Citoyenne reste notre feuille de route. Nous voulons œuvrer à la réappropriation populaire du pouvoir. Pour changer la donne en 2017, nous devons contribuer à une large dynamique citoyenne.

Le Front de Gauche a eu un rôle important en permettant de remobiliser un électorat et des citoyens dispersés. Il a permis la campagne exceptionnelle de 2012, mais n'a pas traduit son succès électoral dans un nouveau mouvement populaire. Le moteur s'est essouffé dans l'absence de cohérence aux élections municipales et dans le manque de clarté aux européennes. Il reste un acquis, mais il est aujourd'hui incapable par lui-même de représenter une alternative. Bien sûr, le rassemblement avec d'autres forces comme Europe Ecologie – Les Verts, des militants PS en rupture, Nouvelle Donne ou le NPA, le POI dans des cadres unitaires existants, dans le soutien à Syriza ou dans les candidatures aux départementales est un élément positif et encourageant. Mais il faut désormais faire plus.

On ne peut plus en effet se satisfaire d'un cartel au sommet, même élargi. Nous voulons contribuer à des cadres d'implication permettant à toutes celles et ceux, militants politiques, syndicalistes, citoyens en colère, de reprendre leurs affaires en main pour faire face à la situation du pays. C'est notamment ce qui a permis le succès de Grenoble lors des élections municipales et les victoires des listes de convergence citoyenne dans plusieurs grandes villes espagnoles. Des candidatures citoyennes lors des départementales, les Chantiers d'espoir pour le travail programmatique ou le M6R, organisation indépendante, qui développe un réseau citoyen pour la 6^e République et la Constituante, sont des points d'appui pour cela. Le bon accueil des appels pour des listes de rassemblement citoyen lors des élections régionales conforte cette détermination.

Le déclenchement d'une puissante dynamique citoyenne doit donc être notre priorité. Ce n'est pas contradictoire avec la recherche du rassemblement des forces politiques autonomes du Gouvernement, défendant des valeurs de solidarité, d'écologie et de démocratie, dès lors que celles-ci acceptent de s'inscrire en soutien d'une telle démarche. Cela implique de dépasser les logiques organisationnelles dans un mouvement citoyen, s'appuyant sur des assemblées citoyennes dans lesquelles « une personne = une voix » et sur des assemblées représentatives. Autonome vis-à-vis des forces du système, un tel mouvement s'engagera dans le soutien aux mobilisations locales, dans l'élaboration programmatique et dans la mise en place de chartes éthiques (non cumul des mandats, révocabilité) et mettra au cœur de son fonctionnement les méthodes de l'éducation populaire pour de nouvelles formes d'implication, de débat et d'arbitrage. Le Parti de Gauche se veut facilitateur de la création de ce mouvement. Il y défendra notamment la revendication d'une assemblée constituante, la désobéissance aux traités de l'UE et le refus des politiques d'austérité et productivistes.

Le Parti de Gauche s'engagera en soutien à ce mouvement, dès les prochaines élections régionales, sur la base des propositions suivantes :

- l'expérimentation de formes nouvelles d'exercice de la démocratie,
- la mise en place d'Assemblées représentatives des démarches citoyennes,
- la convocation d'une Constituante,
- la formation aux méthodes de débat et d'arbitrage permettant à la Constituante de se tenir une fois convoquée,
- la désobéissance aux traités de l'UE et à la politique d'austérité qui en découle,
- l'engagement à se présenter ensemble aux élections régionales, présidentielles et législatives.

Il pourra s'appuyer sur des élus de terrain dans la logique de "la Gauche par l'exemple" et des radicalités concrètes et travaillera à des liens avec les mouvements similaires des autres pays.

Une forte exigence en matière d'exemplarité de la vie politique est une condition sine qua non de toute proposition politique. Des engagements clairs et novateurs comme le refus du cumul des mandats ou l'acceptation de sa propre révocabilité doivent être pris par tou-te-s les candidat-e-s soutenu-e-s par le Parti de Gauche.

Nous voulons renverser la table et c'est à ce niveau que se situe notre ambition. Nous refuserons de gouverner avec le PS et réaffirmons notre autonomie vis-à-vis de celui-ci. A l'issue du premier tour, c'est dans le cadre des rassemblements citoyens que se prendront les décisions stratégiques électorales, en fonction des cas concrets qui se présenteront à eux. Chaque parti conservera bien sûr son libre choix mais cette décision ne pourra engager la liste dans son ensemble ni s'y substituer.

Le Parti de Gauche se veut facilitateur de la création de ce mouvement.

Le Parti de Gauche, parti d'action, parti éclairé et déclencheur

Le Parti de Gauche est un parti creuset qui s'est construit pour aider à faire grandir une alternative à l'impasse sociale-démocrate et productiviste. Il a su renouveler la pensée écosocialiste. Même de façon encore insuffisante, il est présent dans la jeunesse, dans les entreprises, dans la paysannerie et recrute dans tous les milieux sociaux. Il doit désormais plus que jamais se renforcer pour mieux se consacrer au déclenchement de dynamiques citoyennes partout dans le pays. Pour cela, il doit développer une démarche d'éducation populaire politique pour mettre son action au service de l'implication citoyenne. Ses militants poursuivront leurs engagements dans les mobilisations sociales ou environnementales, impulseront des pratiques de solidarité concrète et participeront à des initiatives d'expérimentations locales. Il doit devenir un véritable outil de lutte contre l'idéologie dominante par des campagnes structurantes et positives, l'impulsion de nouveaux médias et le développement de son activité sur les nouveaux réseaux de communication. Nous proposons que le parti porte chaque année des campagnes nationales thématiques nous plaçant dans la centralité des débats publics et de la bataille culturelle, avec un discours clair, avec des propositions concrètes.

Pour cette année, nous préparons d'ores et déjà la conférence internationale sur le climat (COP21) qui se tiendra fin novembre-début décembre à Paris. Face aux discours lénifiants que ne vont pas manquer de tenir tous les Gouvernements libéraux ainsi que les compétitions de "verdissage" auxquelles vont se livrer les grands groupes industriels, le Parti de Gauche mènera campagne pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre, à commencer par celles des pays industrialisés qui ont une dette climatique vis-à-vis des autres pays et des populations pauvres des pays du Sud. Dans ce cadre nous développerons nos propositions,

organiserons nos moments d'expression et participerons aux initiatives unitaires à commencer par les actions organisées par Alternatiba.

Le Parti de Gauche, notre outil

Au service de ses objectifs, le Parti de Gauche lancera notamment les chantiers suivants :

- Réorganisation des instances pour mieux tourner son énergie vers l'extérieur et permettre à chaque militant-e d'être sur son territoire un déclencheur de dynamiques citoyennes.
- Le Parti de Gauche aura besoin dans les années qui viennent de militants nombreux pour assurer une présence effective au service des citoyens et un véritable ancrage dans la société, notamment dans les multiples milieux professionnels, associatifs et syndicaux et dans les quartiers populaires.
- Amélioration de nos modes de fonctionnement démocratiques, au quotidien et dans toutes les instances, de la réactivité des directions locales et de la direction nationale, de la circulation de l'information dans les deux sens, d'outils numériques au service du débat, de l'échange, articulation avec le temps long au CN.
- Travail sur les formes d'expression et de confrontation de nos idées pour permettre à chaque militant de participer aux débats et aux prises de décisions, développement des médias du parti, d'un secteur "argumentaire militant" doté d'une coopérative collaborative en ligne, lancement d'une bibliothèque de savoirs critiques.
- Développement du pôle formation avec la perspective de la mutualisation des pratiques et des savoirs. Celui-ci aura pour rôle d'impulser dans chaque région des stages de formation ou des formations / action aussi bien pratiques que théoriques ambitieuses. Il mettra en place des outils coopératifs, s'appuyant sur les nouvelles technologies pour mutualiser les expériences et les pratiques.
- Développement et coordination de la communication du Parti qui proposera des campagnes structurantes, positives, accessibles et percutantes autour d'un discours clair et compréhensible via la création de nouveaux médias pour faire contrepoids à l'appareil médiatique de l'oligarchie et via un usage et une activité renforcée des nouveaux modes de communication. Ces médias alternatifs doivent servir de moyen de communication mais aussi d'outils pédagogiques de décryptage et de propositions.
- Impulsion de rencontres et d'un cadre permanent d'échanges avec des intellectuels critiques, des artistes, des militants syndicalistes et associatifs, des expériences de radicalités concrètes qui fleurissent partout, impliquant les militants et les commissions, et alimentant les débats et réflexions du parti.

Conclusion

Jamais les citoyens ne se sont retrouvés aussi défiants à l'égard d'un pouvoir toujours plus éloigné, exercé sans retenue par une oligarchie mondialisée, pour le plus grand profit d'un capital transnational, aux règles gravées dans le marbre de traités européens ou internationaux. Pourtant nous pouvons reconquérir notre souveraineté ! Une autre politique est possible, une autre politique est urgente. Que vienne enfin le temps du peuple, le temps des jours heureux. Le cours de l'histoire peut basculer dans un sens comme dans un autre. Notre responsabilité est immense.

ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

Alternatiba	Village des alternatives au changement climatique
ANI	Accord National Interprofessionnel
BCE	Banque Centrale Européenne
BRICS	Brazil, Russia, India, China, South Africa (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)
CAC	Cotation Assistée en Continu (principal indice boursier de la Bourse de Paris)
CADTM	Collectif pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CGT	Confédération Générale du Travail
CICE	Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi
COP21	21 ^{ème} Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
EELV	Europe Ecologie – Les Verts
FMI	Fonds monétaire international
FNSEA	Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
FO	Force Ouvrière
FSU	Fédération syndicale unitaire
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GMT	Grand Marché Transatlantique (aussi appelé TAFTA)
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
LGBT	Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres
M6R	Mouvement pour la 6 ^e République
MEDEF	Mouvement des Entreprises DE France
NPA	Nouveau Parti Anticapitaliste
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PASOK	Panellínio Sosialistikó Kínima (Mouvement socialiste panhellénique)
PMA	Procréation Médicalement Assistée
POI	Parti Ouvrier Indépendant
PP	Partido Popular (Parti Populaire)
PSOE	Partido Socialista Obrero Español (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol)
SME	Système Monétaire Européen
SYRIZA	Synaspismós Rizospastikís Aristerás (Coalition de la gauche radicale)
TAFTA	TransAtlantic Free Trade Area (aussi appelé Grand Marché Transatlantique)
TINA	" <i>There is no alternative</i> " (Margaret Thatcher)
TSCG	Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (aussi appelé Pacte Budgétaire Européen)
UE	Union européenne
ZAD	Zone À Défendre